

Puy-de-Dôme ➔ Social

CLERMONT-FERRAND ■ Le préfet Francis Lamy et les associations des quartiers étaient réunis, hier, en préfecture

L'heure de l'apaisement et du dialogue

Francis Lamy a reçu, hier, les représentants d'une vingtaine d'associations des quartiers de Clermont. Pour renouer le dialogue, quelques jours après le retour au calme.

Roland Seguy

roland.seguy@centrefrance.com

Une image chasse l'autre. Après celle des CRS face aux jeunes des quartiers, jusqu'à il y a une dizaine de jours, celle du préfet et des représentants des associations des mêmes quartiers assis autour d'une même table, hier. Les salons feutrés de la préfecture après le bitume de la Gauthière.

La nécessité de rétablir le dialogue.

L'heure de l'apaisement. Le préfet avait invité une vingtaine d'associations, pour « nouer un contact direct » avec la population. Cette rencontre



ÉCHANGES. « Nouer des contacts » dans la bouche du préfet, « Rétablir le dialogue », dans celle d'associations. Le vocabulaire diffère mais la volonté était à peu près la même, hier, en préfecture. PHOTO JEAN-LOUIS GORÉE

aurait eu lieu dans tous les cas, assure le représentant de l'État. « Je l'ai déjà fait ailleurs ». Elle prenait toutefois un sens particulier, après la mort de Wissam et les événements qui ont suivi. Au-delà des contacts à nouer, la nécessité de rétablir le dialogue.

Pas d'annonce fracassante de la part de la préfecture, au-delà d'un coup de pouce supplémentaire de l'État pour les emplois aidés (*lire par ailleurs*). Francis Lamy a surtout tenu à exprimer sa vision de « la réalité des quartiers » de Clermont, « qui

n'est pas celle des voitures brûlées ». « L'avenir de notre pays se joue en grande partie dans ces quartiers. L'État, avec les collectivités, a un engagement très fort pour améliorer la vie dans les quartiers. Les quartiers sont une priorité ».

Un discours plutôt bien accueilli, semble-t-il, par les participants. « C'est une bonne initiative, on a pu apporter nos idées et le préfet nous a donné des réponses », indique Abder, du comité Justice et vérité pour Wissam, qui a toutefois profité de cette tribu-

ne pour « demander que ça aille plus vite pour Wissam ». Alors que « ceux qui ont jeté des cailloux ont été très vite jugés, eux ».

« Cela va dans le sens de ce que nous avons entrepris pour rétablir le dialogue », souligne Chérif Bouzid, porte-parole du collectif Justice et égalité pour tous. « Il y a des manières de faire, des manières d'approcher la population. Peut-être l'État aurait-il mieux fait de s'appuyer davantage sur les associations. Les habitants des quartiers sont des citoyens, ils doivent participer, ne pas uniquement attendre des décisions qui viennent des politiques ».

UNE MESURE

Emplois aidés. Le préfet a annoncé, hier, une augmentation de la participation de l'État dans le financement des emplois aidés en Auvergne, qui prendra effet en fin de semaine : l'État remboursera 80 % du SMIC, contre 60 % jusque-là.